

La crise sanitaire semble s'éterniser à mesure que de nouveaux variants apparaissent et se diffusent. La course de vitesse que nous menons contre le virus est une épreuve au long cours. Pour en triompher, une seule solution s'impose : le vaccin. Longtemps à la traîne, la France a rattrapé son retard et fait désormais partie du peloton de tête en matière de proportion de population vaccinée, devant l'Allemagne et les États-Unis.

L'extension du passe sanitaire, que le Président de la République a annoncée le 12 juillet et que j'ai votée le vendredi 30 juillet, y a largement contribué. La décision fut difficile, car la mesure est pénible, notamment pour certains secteurs, comme la restauration ou la culture, et sa mise en œuvre soulève beaucoup d'interrogations ; mais finalement, les résultats sont là. Nous pouvons nous en féliciter. Les Français, à nouveau, tiennent bon.

Soyons-en certains : nos efforts paient. L'accélération de la campagne vaccinale nous permet d'envisager plus sereinement la sortie de crise, et la vie va progressivement revenir à la normale. Notre économie reprend des couleurs : l'Insee table sur une croissance de 6 % pour 2021. Le temps est venu de sortir du « quoi qu'il en coûte », en concentrant les aides publiques sur les secteurs qui subissent le plus durement les restrictions sanitaires.

Il en va de notre capacité à défendre notre modèle de société. En relançant fortement notre économie, nous nous donnons les moyens de financer notre protection, à la fois au plan social et régalien. Car si la crise sanitaire a aggravé la situation des plus précaires, d'autres dangers nous guettent et nous devons nous y préparer. Je pense notamment au retour des Talibans en Afghanistan, qui fait peser sur la France de graves menaces terroriste et migratoire.

Pour faire face à ces défis de solidarité et de sécurité, nous aurons besoin d'un État fort. Notre pays a fait preuve d'une grande résilience depuis le début de la crise sanitaire : c'est une immense victoire collective. Mais je sais que cette force se nourrit aussi – et surtout ? – de ses territoires et de ses collectivités. Les élus locaux, qui ont été en première ligne lors de la crise, se tiennent déjà aux avant-postes de la reprise. La France doit leur faire confiance !